



ARABIE SAOUDITE: *PAS DE NORMALISATION
ISRAËLIENNE SANS LA CRÉATION D'ÉTAT
PALESTINIEN*



CHEIKH DEDDEW DEMANDE DE
ROMPRE LES RELATIONS AVEC LA
FRANCE ET BOYCOTTER SES MAR-
CHANDISES

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS, de CRITIQUES et D'ANALYSES POLITIQUES Points Chauds N°702 du 09 Septembre 2020

AZIZ/ GHAZOUANI : DEUX HOMMES DOS-A-DOS POUR UN FACE A FACE



ECONOMIE

(COVID-19)
LE PRÉSIDENT
ANNONCE UN
NOUVEAU PROGRAM-
ME DE RELANCE
ÉCONOMIQUE

POLITIQUE



LE PREMIER MINISTRE S'ENGA-
GE À ÉTUDIER ET EXÉCUTER LES
RECOMMANDATIONS DES PARLE-
MENTAIRES

SOCIÉTÉ

DES DIZAINES DE FAMILLES
ÉVACUÉES À CAUSE DES
EAUX DE PLUIE



LES PRESTATAIRES DE SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT LOUENT LES PROMESSES DU PM



La Coordination des prestataires de services de l'enseignement a apprécié l'engagement fait par le Premier ministre Mohamed Ould Bilal, visant à régulariser leur situation et à mettre en œuvre un plan destiné à assurer leur intégration dans la fonction publique.

Il est nécessaire d'impliquer de manière effective les prestataires des services de l'enseignement dans les plans mis en place en vue de la régularisation de leur situation et que le processus d'insertion promis soit conforme aux lois et soumis à des critères clairs et transparents, indique un communiqué publié par la Coordination.

Nous espérons que le règlement du dossier des prestataires de services de l'enseignement conduise vers leur entière intégration dans la fonction publique, a ajouté la Coordination.

Elle a toutefois déploré l'actuelle situation de ses membres, caractérisée, selon la Coordination par le retard de paiement des salaires et la privation des primes, à l'exception de l'indemnité d'éloignement, a-t-elle ajouté.

ARABIE SAOUDITE. PAS DE NORMALISATION ISRAËLIENNE SANS LA CRÉATION D'ÉTAT PALESTINIEN

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a déclaré au président américain, Donald Trump, qu'il n'y aurait pas de normalisation avec Israël sans la création d'un État palestinien, a rapporté ce lundi l'agence de presse du royaume.

Les dirigeants des deux pays se sont entretenus par téléphone à la suite de l'accord de paix annoncé le mois dernier entre Israël et les Emirats arabes unis (EAU) censé conduire à une normalisation complète des relations diplomatiques entre les deux pays du Moyen-Orient.

Salmane ben Abdelaziz Al Saoud



a expliqué à Donald Trump qu'il était sensible aux efforts américains pour encourager la paix, et que l'Arabie saoudite souhaitait arriver à une solution équitable et permanente sur la question palestinienne fondée sur l'initiative de paix arabe proposée en 2002.

Aux termes du plan saoudien, les

pays arabes normaliseraient leurs relations avec Israël si celui-ci se retirait de tous les territoires occupés en 1967 et si un accord sur la création d'un État palestinien était trouvé.

L'Arabie saoudite ne reconnaît pas l'existence d'Israël.

DES DIZAINES DE FAMILLES ÉVACUÉES À CAUSE DES EAUX DE PLUIE

Les autorités sécuritaires de la wilaya du Guidimakha ont évacué des dizaines de familles victimes des eaux de pluie et des inondations vers des zones sûres.

Cette opération qui a concerné 71 familles, a été menée par des unités de l'armée nationale dans les localités d'Ehel Alioune, Ehel Beïba Didi, Ehel Souédatt, Ehel Bilkheir, Ehel Abeidalla, Ehel Samouriet Ehel Abeid, dans la moughata d'ould Yengé et certaines localités qui en dépendent.

Selon l'AMI les populations ont salué la promptitude de l'intervention des autorités face au danger et la gravité de la situation.



Offre KHIDENTY

À PARTIR DU 21 AOÛT 2020

موريتاني
mauritani

AUJOURD'HUI C'EST MOI QUI DÉCIDE!

Mon pack selon mes besoins, de mon choix et conçu par moi

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN MAURITANIE

POUR CONCEVOIR VOTRE PACK

***5#**

FACTURATION À LA SECONDE POUR LES APPELS NATIONAUX

VALIDITÉ INTERNET APPELS INTERNATIONAUX APPELS NATIONAUX

DÉTAILS DE L'OFFRE :

Offre spéciale pour les clients Mauritanie prépayée

Il faut choisir deux catégories différentes pour activer l'offre, par exemple : (minutes nationales et internet ou minutes internationales et minutes nationales...)

La détermination des prix se fait selon le choix (taille, quantité...) des minutes ou des données et de la validité demandées.

Les clients Zaki pourront faire le transfert en mauritani et bénéficier de l'offre.

شنيقيل
Chinguitel
Membre du Groupe expresso



M. MOHAMED OULD CHEIKH EL-GHAZOUANI REÇOIT L'ENVOYÉ SPÉCIAL DES ÉTATS-UNIS AU SAHEL



Le président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a reçu lundi matin en audience, au Palais présidentiel de Nouakchott, M. Peter Pham, envoyé spécial des États-Unis d'Amérique pour la région du Sahel, actuellement en visite en Mauritanie.

À l'issue de l'entrevue, l'émissaire américain a fait une déclaration à l'Agence mauritanienne d'information, dans laquelle il a déclaré :

«Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, m'a honoré par l'audience qu'il m'a accordée ce matin et nous avons eu un échange très productif sur les relations bilatérales et sur la situation dans la région.

Sur les questions bilatérales, nous nous sommes appuyés sur les questions que le secrétaire d'État Pompeo a discutées avec le Président de la République au cours de leur communication téléphonique du 18 août ainsi sur le travail effectué par les nombreuses délégations américaines de haut niveau qui se sont rendues en Mauritanie en février, juste avant la pandémie Covid-19.

Plus précisément, nous avons discuté des idées du Président Ghazouani concernant l'Etat de droit, l'évolution sociale et les droits de l'homme ainsi que les efforts visant à améliorer les liens commerciaux entre nos deux pays et notre partenariat pour la sécurité.

J'ai beaucoup apprécié le point de vue du Président sur l'évolution de la situation au Sahel, et en particulier au Mali.

Il s'agit de ma première visite en Mauritanie, et j'attends avec impatience de poursuivre ma conversation très fructueuse avec le Président lors de mes prochaines réunions avec les membres du gouvernement mauritanien et de la société civile,

ainsi qu'avec le Secrétaire exécutif du G5 Sahel.

Je suis le premier envoyé spécial des États-Unis pour la région du Sahel. La création de mon poste d'Envoyé spécial pour la région du Sahel par le Secrétaire d'État au début de cette année reflète l'engagement du gouvernement américain dans cette région.

L'objectif de nos efforts diplomatiques au Sahel est que les gouvernements ouest-africains s'attaquent aux origines de l'insécurité dans la région, maîtrisent les sources de propagation de la violence et œuvrent pour la stabilité de la région, avec l'aide coordonnée de la communauté internationale et des États-Unis en particulier.

MON MANDAT COMPORTE QUATRE ÉLÉMENTS CLÉS :

1) Améliorer la coordination avec les partenaires internationaux et régionaux et les organisations internationales.

2-) Promouvoir la stabilité au Mali, y compris à travers une transition opportune menée par les civils et qui conduira au retour à l'ordre constitutionnel ;

3-) Soutenir les efforts des gouvernements pour étendre la légitimité de l'État et la bonne gouvernance dans les pays du G5 Sahel et les États côtiers voisins ;

4)- Empêcher de nouveaux débordements qui peuvent mener à plus d'instabilité dans les autres régions de l'Afrique de l'Ouest.

La Mauritanie est un partenaire important pour les États-Unis dans ces efforts. "

LE PREMIER MINISTRE S'ENGAGE À ÉTUDIER ET EXÉCUTER LES RECOMMANDATIONS DES PARLEMENTAIRES

Le premier ministre mauritanien Mohamed O. Bilal s'est engagé à étudier l'ensemble des doléances transmises au gouvernement par une commission parlementaire spécialisée et d'appliquer celles qui sont possibles dans les meilleurs délais.

Cette promesse a été faite lors d'un dîner offert dans la nuit de lundi à mardi par le premier ministre aux députés après la clôture de la session parlementaire extraordinaire au cours de laquelle les députés avaient adopté le programme du gouvernement pour l'année prochaine. Ould Bilal a remercié les députés pour avoir adopté la déclaration de politique générale du gouvernement, réaffirmant que toutes les recommandations formulées lors de cette session seront prises en compte.

Le gouvernement du premier ministre Mohamed O. Bilal a recueilli 131 voix sur les 149, 16 députés ont voté contre et deux se sont abstenus.

LA FERMETURE DE L'ENER ÉTAIT UNE ERREUR, DIT LE PREMIER MINISTRE MOHAMED OULD BILAL

La fermeture de l'Etablissement de l'Entretien Routier (ENER) était une erreur, a affirmé, le Premier ministre mauritanien Mohamed Ould Bilal, soulignant la nécessité de créer une autre société spécialisée dans la maintenance des voies.



Ould Bilal qui s'exprimait devant les députés dans le cadre des discussions relatives à l'adoption du programme du Gouvernement, a affirmé qu'une nouvelle société dont la mission est l'entretien routier dans le pays verra le jour.

Confrontée à une crise financière, l'ENER avait fini par fusionner au sein d'ATTM.

PREMIER MINISTRE : "LE GOUVERNEMENT N'INTERCÉDERA PAS EN FAVEUR D'UNE PERSONNE ACCUSÉE DE GABEGIE"

Le premier ministre mauritanien Mohamed O. Bilal a déclaré lundi soir que le gouvernement ne défendra pas une personne citée dans une affaire de corruption, ajoutant que les membres du gouvernement qui ont bénéficié de la confiance ne sont pas au-dessus de la loi.

Le premier ministre, qui répondait aux questions des députés lors de la discussion du programme de son gouvernement, a précisé que tout responsable du gouvernement qui doit faire l'objet d'une enquête judiciaire, sera libéré par le président pour cela, afin d'assurer sa défense étant entendu le principe sacro-saint de la présomption d'innocence.

O. Bilal a ajouté que le président de la république avait écarté des ministres afin de se consacrer à leur défense, précisant que le chef de l'état n'hésitera jamais à limoger tout responsable

AZIZ/ GHAZOUANI

DOS-A-DOS POUR



Ould El Ghazouani était-il le candidat d'Ould Abdel Aziz, le candidat imposé par les généraux ou un candidat indépendant ? La question n'est plus d'actualité. Ould El Ghazouani a-t-il été élu réellement par les 52,8 % des suffrages exprimés où a-t-il été élu par un pourcentage obtenu par holdup électoral comme l'affirmait l'opposition ? Cette question aussi n'est plus d'actualité. La question d'actualité et qui se pose maintenant est celle de savoir ce que Ould El Ghazouani va faire en définitive. Aucune réponse à cette question. Des spéculations positives se croisent avec des déceptions parfois négatives. Les avis sont partagés dans une incertitude qui tarde à prouver son contraire.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir il y'a treize mois, cet ancien général qui a fait un parcours sans faute dans les casernes, envoie des signaux positifs mais de faibles intensités. Malheureusement mêmes additionnés tous ces signaux ne répondent à aucune des questions essentielles que se posent les citoyens de ce pays meurtris par la misère, la faim et la pauvreté :

- Quand la Mauritanie sera enfin un pays de droit et de justice ?

- A quand la fin de la gabegie ?

- Et enfin quand les richesses seront t'elles réparties équitablement entre les de 4.000.000 d'habitants de ce pays ?

Ni les économistes, ni les politiciens ni les « brillants » dirigeants ne se montrent capables d'apporter des réponses mêmes approximatives à toutes ces questions.

Il est évident qu'en arrivant au

pouvoir, Ould Ghazouani était très loin de s'imaginer l'ampleur de la tâche qui l'attendait. Puisqu'au fur et à mesure qu'on avance dans le temps il se rend compte qu'il a hérité d'un pays dont la situation économique et financière ressemble à tous points de vue au spectacle désolant que laisse généralement un ouragan après son passage sur la terre ferme.

Des projets inachevés ou en voie d'exécution pour lesquels les paiements ont été effectués dans la totalité. Une administration handicapée par le manque criant de moyens matériels et financiers. Des responsables sous anesthésie totale. Des infrastructures sanitaires de façades. Des contrats soudés et irrévocables qui brandent l'économie du pays. Des dettes intérieures et extérieures accumulées. Des échéances de remboursement à termes pour lesquelles les moyens prévisionnels ne sont pas été prévus. Des dépenses incompressibles impossibles à honorer.

Des caisses raclées. Des relations diplomatiques polluées et peu crédibles. Des relations économiques dégradées. Pour Ould El Ghazouani dont le premier souci était de tenir ses promesses de candidat, la déception était grande. Même très grande.

Le nouveau président qui avait juré sur le Saint Coran, devant trois millions de citoyens, et des centaines de représentants diplomatiques de s'atteler au plutôt à résoudre les problèmes les plus urgents s'est pris la tête entre les mains. La situation générale du pays lui donne des vertiges. Il ne lui est légué en héritage aucun moyen lui permettant de faire quoique se soit. Même pas parer au plus pressé, le salaire des employés de la fonction publique.

Premier constat et premières déceptions. Sur les 233 engagements pris lors de son investiture, Ould El Ghazouani n'avait pas le moyen d'en honorer un seul. Coup de couteau dans le dos ? Sabotage délibé-

ré ? Mensonge d'Etat sur les chiffres ? Diversion dans les esprits des citoyens ? Piège mortel d'une gestion qui n'a même pas commencé ?

Ould Cheikh El Ghazouani, qui durant sa campagne avait promis de faire de la Mauritanie « un Etat où la justice, l'égalité, la fraternité, la citoyenneté ne sont pas de simples concepts mais des valeurs fondatrices » était obligé de remettre le compteur à zéro. Simplement parce que le fauteuil présidentiel était bourré d'explosifs.

Aujourd'hui une année après son arrivée au pouvoir, Ghazouani Il se trouve au milieu de nul part. Un pays à l'intérieur duquel Biram Ould Dah Ould Abeid brandit des menaces à peines voilées de reprendre ses hostilités politiques. Un pays où les flammes des flams cherchent à se rallumer. Un pays où une commission parlementaire indépendante enquête sur des crimes en séries dont les auteurs sont identifiés et encore en liberté. Un

: DEUX HOMMES UN FACE A FACE

pays où les pauvres attendent tout d'un chef d'état qui promet de tout faire vite et bien mais incapable parce que ralenti dans sa volonté d'y parvenir par deux ennemis le COVID19, et le désastre économique et financier causé par celui que tout accuse.

Depuis u mois nous avons dit au revoir à la première année de pouvoir d'Ould El Ghazouani. 2020. Depuis moins d'un mois la scène politique nous a basculés vers un avenir politique qui suscite beaucoup d'interrogations. L'ancien président a été arrêté par la police et interrogé même si il n'a pas « coopéré ». Cette arrestation, justifiable pour les uns et illégale pour d'autres a bouillonné la scène politique.

Dans une conférence de presse organisée après une autre qui a été bloquée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'ancien président qui voulait l'organiser, puisqu'il a été interpellé par la police à la veille de son organisation, le président a ouvert les vannes à toutes les questions des journalistes nombreux qui ont pris part.

Cette conférence qui n'apporte rien de nouveau aux réponses des questions que se posent les mauritaniens celles de savoir si Ould Abdel Aziz va reconnaître qu'il a pillé les ressources de ce pays et donc faire son mea-culpa, a ajouter de l'huile sur le feu allumés par les supports de deux camps qui se livrent une bataille sans précédent sur la scène politique.

Dans sa conférence de presse retransmise en direct, l'ancien président, livre une bataille de « mots » qui jettent le trouble dans l'esprit de certains.

La Ganagate affaire nous révèle la conférence est une « Azizo-Ghazouanigate » aussi, dont l'ancien président a « supporté » toutes conséquences, parce qu'il a été « lâché en chemin » par le cousin

de celui par qui ou pour qui tout est arrivé. Mais celui qui a commencé à lâcher des mots gardés sous silence jusqu'à présent, ne montre pas beaucoup de tendresse envers son ancien compagnon d'armes.

Ould El Ghazouani, l'homme plus préoccupé par des manœuvres pour redresser la barre du navire que l'ancien président a abandonné dans une tempête de problèmes économiques, politiques et financiers sans précédents, est indexé par son prédécesseur comme la preuve concrète de la corruption du nouveau régime.

Dans cette conférence de presse, des sous-entendus ont été bien entendus. Comme ces véhicules au milieu d'autres véhicules trouvés dans un entrepôt fictif appartenant à un proche de l'ancien président. Que selon les termes

même de l'ancien président n'auraient pas été « photographiés » si ceux qui les ont pris en image savaient pourquoi ces véhicules étaient là.

Ce qu'on peut retenir, c'est que d'une part, sur le plan politique, Aziz fera de la politique puisque c'est son droit absolu de citoyen de ce pays. Il fera cette politique même si il le fallait avec « seulement un ordinateur ». Et sur le plan juridique, il se battra pour prouver que sa richesse n'est pas entachée de quoique se soit qui vient des caisses du trésor public ou des caveaux de la Banque Centrale de Mauritanie.

Dans cette bataille qui oppose deux hommes que tout avait unis et que tout sépare aujourd'hui, les tirs croisés passent au-dessus des têtes de mauritaniens qui ne trouvent pas de réponses aux questions qu'ils se posent. Quand, comment, par quel moyen les milliards d'ouguiyas détournés par Ould Abdel Aziz et son cercle fermé de pilliers de ressources seront restitués ?

Il est difficile de répondre à cette question. Ould Abdel Aziz qui a tout, qui est un homme extrêmement riche, sous-entend qu'il s'est enrichi par une des voies par lesquelles tout individu peut s'enrichir, c'est-à-dire et selon ses propres termes par le « vol », les « affaires » ou tout autre « méthodes » mais ne précise pas par laquelle il a amassé sa fortune que certains considère colossale.

Ould Ghazouani, qui s'est éloigné de ce débat par un silence assourdissant a dit dans un extrait de conférence qu'il avait organisé « ce qui est certain, c'est qu'il n'ya aura pas de complaisance dans la riposte à la gabegie. Et que je ne m'interférerais pas dans les affaires de la commission de l'enquête par-

lementaires et dans les affaires des instances judiciaires qui sont souveraines ».

Les dés sont jetés. Le mois qui suivront seront des mois de changements sur tous les plans. La police des crimes économiques a pris du goût à convoquer régulièrement l'ancien président pour l'entendre, celui-ci considère que les limiers tapent à la mauvaise porte. Dans ce langage de sourds où l'ancien président garde le silence et le nouveau est muet, on entend beaucoup de bruits mais d'une direction où on ne les entendaient pas

.
Mohamed Chighali

Aujourd'hui une année après son arrivée au pouvoir, Ghazouani se trouve au milieu de nul part.

EN HAUSSE

ISSELKOU OULD IZIDBIH

Montée vertigineuse dans les sondages pour celui qui a démissionné de son poste d'ambassadeur à Rome pour rester auprès de celui pour lequel il a servi de Président de l'UPR et de Directeur de Cabinet. Sa fidélité le fait grimper de 3 points par les soutiens inconditionnels d'Ould Abdel Aziz, pour lesquels, sa prise de position courageuse intervient au moment où il est lui aussi appelé comme témoin dans l'affaire de l'Ile de Tidra, qui aurait été proposée par l'ancien président à une cession pour l'émir de Qatar.



KADIATA MALICK DIALLO

Après la clôture de la 4ème session ordinaire de l'UFP à laquelle elle n'a pas pris part comme les autres dissidents de la formation politique divisée, elle monte dans les sondages auprès de la classe politique de sa mouvance. Elle siège toujours au parlement et sa voix familière aux citoyens de la seconde zone, maintient sa force du verbe. Elle gagne deux points.



BIRAM OULD DAH OULD ABEID

Il chute dans les sondages élaboussé par sa tendance à se rapprocher de plus en plus du pouvoir mais surtout par ce que ses militants considèrent comme une volte face à risque élevé pour l'éclatement de sa mouvance. Sa déclaration sur les relations entretenues avec Ould Bouamatou et ce que certains révèlent comme détournement de l'argent qui était destiné à des détenus de l'IRA, écorne son image. Il perd deux points



NADHIROU

Ministre de la Santé, il est en chute libre dans les sondages à cause des soupçons de corruptions dont sont accusés des responsables du département dans la gestion des fonds du Covid-19, la hausse des prix des médicaments et l'approvisionnement irrégulier du marché en médicaments essentiels notamment les médicaments des maladies récurrentes et opportunes sur le marché C'est la cas des médicaments du diabète une maladie courante en Mauritanie. Ainsi il chute de 3 points.



EN CHUTE

(COVID-19) LE PRÉSIDENT MAURITANIEN ANNONCE UN NOUVEAU PROGRAMME DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a annoncé, mercredi soir dans une adresse à la nation, un nouveau programme de relance économique avec une enveloppe budgétaire de 240 milliards d'anciennes ouguiyas (environ 630 millions de dollars).

Selon le chef de l'Etat, ce programme a pour principal objectif de relever les difficultés économiques créées par la pandémie de COVID-19 dans le pays.

"Le programme, dont l'exécution se fera sur une durée de 30 mois, vise à réaliser les conditions nécessaires à la relance de l'économie suivant une approche participative globale qui attribue au secteur privé un rôle économique dynamique, participe à la création de davantage d'emplois et à l'exploitation judicieuse de nos ressources naturelles dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche", a-t-il expliqué.

Selon lui, l'exécution de ce programme sera une occasion de réaliser une profonde mutation structurelle au sein du système économique mauritanien, comme "cette pandémie a révélé une faiblesse structurelle de notre système économique".



M. El Ghazouani a indiqué que la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences négatives profondes sur l'état général de l'économie nationale, notamment une contraction du PIB, une réduction drastique des recettes fiscales et un accroissement des dépenses, ce qui a aggravé le déficit budgétaire du pays.

Il a enfin appelé les Mauritaniens à s'approprier les projets qui seront lancés dans le cadre du programme afin d'en assurer la réussite.

A la date du 2 septembre, la Mauritanie compte 7.089 cas confirmés de COVID-19, dont 160 décès et 6.492 guérisons. Le premier cas confirmé avait été signalé dans ce pays le 13 mars.

L'ÉTAU SE RESSERRE AUTOUR DES PERSONNALITÉS DU RÉGIME DE L'EX-PRÉSIDENT AZIZ

Ce 5 septembre, la brigade a entendu, à nouveau, Isselkou Ould Ahmed Izibih l'un des rares anciens ministres restés fidèles à l'ancien président. Il serait reproché à cette haute personnalité, qui a démissionné de son dernier poste d'ambassadeur à Rome, en juillet dernier, pour "laver son honneur" "souillé par la calomnie, d'avoir participé – au temps où il était ministre des Affaires étrangères – à la vente d'une île mauritanienne à l'ancien émir du Qatar.

L'intéressé parle de fabulation et dément la vente de toute île tout en demandant à ses interlocuteurs de fournir un début de preuves. Sur cette question de l'île Almoravide vendue aux Emirats Arabes Unis, l'ancien président avait lui aussi parlé d'une histoire montée de toutes pièces. Autre personnalité entendue le 4 septembre pour la énième fois, l'ancien Premier ministre Yahya Ould Hademine et l'ancienne ministre Amal Mint Maouloud, ancienne ministre de l'Équipement et des Transports et actuelle DG de la compagnie publique Mauritania Airlines.

Hademine et Amal sont connus pour avoir apposé leur signature à l'attribution de la concession de financement, de construction et d'exploitation de l'extension du port de Nouakchott pour 390 millions de dollars à Arise. Les conditions de l'attribution sont aujourd'hui dénoncées par la Commission d'enquête parlementaire (CEP) sur la gouvernance d'Aziz, laquelle commission recom-

mande soit l'annulation de la concession soit une renégociation.

Le 4 septembre, la brigade de répression des crimes économiques et financiers a interrogé aussi l'ancien DG de la Société mauritanienne d'électricité, Mohamed Salem Ahmed alias Merkhi, pour la septième fois. Merkhi est cité dans le rapport de la Commission parlementaire sur la gouvernance d'Aziz comme partie prenante dans la signature d'une foule de contrats dans l'attribution est entourée de mystère. La belle famille de l'ex-clan présidentiel n'est pas en reste. Y compris Didi Ould M'Sabou, auditionné le 4 septembre. Le père de Mohamed Ould M'Sabou, qui lui-même, gendre d'Aziz, a été interpellé et interrogé par la brigade de répression des crimes économiques, a été longuement entendu par les limiers. Plus longuement que l'audition de son fils Mohamed Ould M'Sabou qui s'est déroulée le 3 septembre.

Indexé comme le représentant d'entreprises gagnantes de juteux contrats de gré à gré sous le règne d'Aziz, Mohamed Ould M'Sabou avait été déjà gardé à vue 36 heures durant à la brigade de répression des crimes économiques et financiers. "Ma belle famille en question était nantie avant mon accession au pouvoir," disait en substance Aziz lors d'une conférence à son domicile à Nouakchott récemment. Mais apparemment le plaidoyer de l'ancien président en faveur des Ould M'Sabou n'a pas servi à grand-chose.

HABIB OULD DIAH DEMANDE AU PM DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR L'AUGMENTATION DU BUDGET PRÉSIDENTIEL

Le président du Groupe parlementaire de l'Union Pour la République (UPR), au pouvoir, Habib Ould Diah, a demandé au Premier ministre mauritanien Mohamed Ould Bilal de présenter des éclaircissements, sur les informations publiées par l'ancien ministre Isselkou Ould Ahmed Izidbih, sur l'augmentation du budget présidentiel.

Ould Diah, dont l'interpellation du PM est intervenue à l'occasion de la discussion du

parlement du programme du gouvernement, a qualifié Ould Ahmed Izidbih de « blogueur ».

L'ex ministre Isselkou avait publié le dimanche passé 6 septembre courant, un tweet, dans lequel, il fait remarquer une augmentation des budgets de la Présidence mauritanienne et du Parlement, respectivement de plus de 88% et de 30%.

MISE EN PLACE D'UN COMITÉ SÉCURITAIRE CHARGÉ DE RECENSER ET D'IDENTIFIER LES BIENS D'OULD ABDEL AZIZ

Les autorités ont mis en place un comité sécuritaire chargé de recenser et d'identifier les biens appartenant à l'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz.

Le plus grand défi auquel est confronté ce comité sécuritaire, composé d'officiers issus des différents corps, serait de localiser les éventuels biens immobiliers de l'ex

Chef de l'Etat, indique-t-on.

Le comité précité serait dérivé de l'instruction visant l'ancien président. Un blackout entoure ledit comité sécuritaire qui opère au niveau de nombreux cercles dans le cadre de ses investigations, apprend-on.

CHEIKH DEDDEW DEMANDE DE ROMPRE LES RELATIONS AVEC LA FRANCE ET BOYCOTTER SES MARCHANDISES

Le savant religieux, Cheikh Mohamed al-Hassan Ould Deddew a appelé à rompre les relations diplomatiques et économiques avec la France, indiquant qu'elle est hostile aux musulmans.

Dans un nouvel enregistrement audio, Cheikh Deddew a déclaré, que le journal Charlie Hebdo a réimprimé les images offensantes du prophète Mahomet, (que Dieu le bénisse et lui accorde la paix), pour provoquer à nouveau, les musulmans.

Ould Deddew s'est demandé: «Êtes-vous toujours en vie? Reste-t-il à payer pour la fièvre? Reste-t-il quel-

qu'un pour soutenir le Messenger de Dieu, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix? ».

Il a ajouté: « Je m'adresse en vous à l'esprit de foi et d'amour, pour remplir votre devoir, en boycottant la France et ses biens et en laissant tout ce qui mène à la réalisation de ses intérêts, en guise de soutien au Messenger de Dieu, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix. »

Il a également décrit la republication par le journal français des images offensantes, comme un défi pour les musulmans, soulignant que : «vous devez ,par vous-mêmes, voir Dieu en bien».



Arrestation des présumés auteurs d'un double crime sur une fille à Dar Naim

Les services de la police relevant de la wilaya de Nouakchott Nord ont arrêté les présumés auteurs du viol et du meurtre de la fille retrouvée dernièrement, le cou tordu, sur la route de la Résistance, à Dar Naim.

Les flics avaient interpellé précédemment toutes les personnes qui étaient entrées en contact avec la défunte, quelques heures après son décès.

Les parents de la disparue avaient manifesté devant le ministère de la Justice, appelant à infliger la plus sévère sanction aux auteurs du double crime, rappelle-t-on.

Dans le même contexte, la police a arrêté un journaliste et un militant des droits de l'homme qui avaient des liens portant atteinte au caractère sacré avec la jeune fille, indique-t-on.

Nouadhibou : campagne contre les médicaments périmés

Le ministère du commerce, l'industrie et du tourisme a lancé une vaste campagne au niveau de la ville de Nouadhibou destinée à saisir les médicaments périmés, une campagne qui doit durer et quelques jours et qui a permis jusqu'ici de récupérer une importante quantité de médicaments dont la date de péremption a été dépassée.

Le ministère a déclaré, dans un communiqué publié, que cette campagne se poursuivra jusqu'à l'assainissement

de toutes les pharmacies.

Au cours de ce mois, les équipes chargées de la protection du consommateur relevant du ministère ont saisi d'importantes quantités de médicaments périmés au niveau de Nouakchott.

Le ministère réaffirme sa détermination à poursuivre cette opération jusqu'à ce que soient assainies toutes les pharmacies du pays.

Arrivée à Zouerate de deux blessés de l'incident de Cheghatt

Arrivée samedi à Zouerate de deux personnes blessées par des tirs de l'armée sur un véhicule appartenant à des orpailleurs qui se sont aventurés dans la zone militaire interdite près de Cheghatt.

Au cours de cet incident intervenu vendredi, une personne est morte et le ministère de la défense nationale qui a annoncé l'ouverture d'une enquête, a demandé aux orpailleurs de s'éloigner des zones militaires interdites. Ces deux personnes, légèrement blessées selon le ministère de la

défense sont arrivées à l'hôpital de Zouerate pour recevoir des soins.

La seule victime de cet incident a été inhumée sur place après l'accord de sa famille, selon le communiqué du ministère de la défense.

L'arrivée des deux blessés a coïncidé avec une marche organisée par les orpailleurs en direction de la wilaya pour demander un changement d'attitude à l'endroit des orpailleurs qui entrent dans les zones militaires exclusives.

CARTE SIM MAURITANI

À partir de 15 Août 2020

موريتاني
mauritani GSM

**L'OFFRE
LA PLUS PUISSANTE
DE MAURITANI**
DE NOMBREUX AVANTAGES IMMÉDIATS



Pour plus d'informations, contactez le service clientèle au 122

30 N-UM de crédit gratuit + 1000 N-UM d'appel national + 1 GO + 60 minutes de communications nationales offerts à l'activation
50 N-UM de crédit remboursé à chaque activation de l'heure nationale allo lilkoul pendant 3 mois

شنقیتل
Chinguitel
Membre du Groupe expresso





Geme Sens Communication

Agence Conseils en Communication & Études

Impression- Infographique - Production & Réalisation AudioVisuelle Développement/Hébergement Web Édition-Press-Publicité

بالشاشة الحريرية
Sérigraphies

IMPRIMERIE

rotative print offset impression
infographie communication typographie PAO BAT infographie numérique graphique création

Cartes de visite
Flyers - brochures - Affiches
Papiers peints - Panneaux publicitaires
Press-book - Tirage de plans - Enseignes - Gravures - 'Impression

Tél: +222 45 25 88 84 - Mobile: +222 46575702 - +222 36631595 www.6msens.com
Ilot O N. 063 Tervagh-Zelna - Nouakchott - Mauritanie



est édité par 6eme Sens
Communication SARL
AGENCE CONSEILS EN
COMMUNICATION

Mail:
infopointschauds@gmail.com

Fondateurs :
Moulay Najim Old Moulay Zeine et Ezza
Mint Moulay Hacen
RCP, N° 0078/MIPT/DAPLP du 24/10/02
Tel: +222 4525 88 84 / 4657 57 02 /
36373793 / 3663 15 95/

**Co-Directrice de
Publication**
Ezza mint Moulaye El hacen
Redact chef
Moulaye Ahmed

Rédaction
Moulaye Najim
Ezza Mint Moulaye El Hacen
Mhd chighali
Sidi Mhd Arbi
Mokhtar Mballo (Makhou)
Watt

Infographie
GraphiPrint : 45258884

**Marketing
Communication**
Kiné

Directeur Financier
Mohamed El Mihdi Ol Mhd Bachir

Correspondants

NOUADHIBOU: Neny ould Arbi
Sélibaby :Adama Oumar Thiam
Brakna:Daouda Amadou Dia

Algérie :Kaci Racelma
Maroc :Ahmed El Mihdi
Sénégal : Ismail Ould Chekhe Sidiya
Cote d'Ivoire : Mhd O/ Mhd Hacen

Tirage

2000 Exemplaires
Imprimerie
Imprimerie Nationale

EDITION

Sixième sens Communication SARL
Immatriculation: CNSS N°7080
NIF N° 00061697

Directeur de publication

Moulay Najim Ol Moulaye Zein
Ol Moulaye Brahim

IMPORTANT

POINTS CHAUDS est une publi-
cation plurielle. La Direction
respecte la liberté d'expres-
sion des chroniqueurs; qu'ils
soient de droite, de gauche,
du centre ou d'ailleurs. Les com-
mentaires reflètent unique-
ment les idées, point de vue
personnels de leurs acteurs.
L'opinion de Points Chauds
Online ou HEBDO s'exprime
seulement à
travers la ligne éditoriale.

Visitez notre site
www.pointschauds.info
Avec une interface de
votre publication Points
Chauds Hebdomadaire
Visitez votre site
d'information et
d'analyses

www.pointschauds.info
Avec une interface digita-
le de Votre précieux
Journal
" Points Chauds "
Hebdomadaire
Toute l'actualité nationale et
interrégionale sur votre site
www.pointschauds.info



"Points Chauds",
fait pour aller au delà des faits